

Unité départementale de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01012 Bourg-en-Bresse

Bourg-en-Bresse, le 27 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PANELCO

Route de Chaveyriat - BP 10
01540 Vonnas

Références : 20250522-RAP-S41-1
Code AIOT : 0006102302

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 mai 2025 dans l'établissement PANELCO implanté route de Chaveyriat à Vonnas (01540).

L'inspection a été annoncée le 16/05/2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

L'inspection est diligentée dans le cadre d'un signalement en date du 15 avril 2025, réalisé par un collectif de riverains habitant rue du 12 juin 1944, pour nuisances olfactives, sonores, visuelles et des difficultés en matière de sécurité routière dans leur rue.

Le traitement des éventuelles difficultés de circulation rue du 12 juin 1944 ne relève pas de la compétence de l'inspection des installations classées, mais de celle du maire de la commune de Vonnas. Le présent rapport ne traite, par conséquent, pas de ce grief.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANELCO
- Route de Chaveyriat – BP 10 - 01540 Vonnas
- Code AIOT : 0006102302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PANELCO SAS exploite à Vonnas un établissement de fabrication de panneaux et portes standard ou sur-mesure, avec différentes caractéristiques (notamment étanches, thermiques et/ou acoustiques), pour la construction. La fabrication des panneaux isolants consiste à insérer un matériau (laine de roche, structure nid d'abeilles) entre deux parements (tôle). L'utilisation de colle polyuréthane est employée pour l'assemblage.

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation et bénéficie, à ce titre, d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 16 mars 1989. Ce dernier a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 02 novembre 1990, 19 mai 2010 et 06 juin 2017.

La vue d'ensemble ci-après permet de visualiser le site dans son environnement et de mieux comprendre les constats réalisés et détaillés dans le présent rapport.



Contexte de l'inspection : Plainte

Thèmes de l'inspection : Bruits et vibrations, odeurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai ⁽¹⁾
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/06/2017, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Bruit – surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 8.4	Demande d'action corrective	3 mois
7	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 5.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Bruit – Niveaux de bruit en limite de propriété	Arrêté Préfectoral du 16/03/1989, article 2.3	En attente des résultats de la mesure de bruit
4	Bruit – Émergences	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	En attente des résultats de la mesure de bruit
5	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 19/05/2010, article 1.3.1.3	Sans objet
6	Pollution lumineuse	Code de l'environnement, articles L.511-1 et L.512-12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a, ces dernières années, modifié ses process de fabrication ; il n'a quasiment plus recours aux procédés chimiques. De plus, une vaste opération de réorganisation des ateliers est en cours dans l'usine pour rendre les lignes de production plus ergonomiques et efficaces.

L'exploitant doit adresser à madame la préfète de l'Ain un porter-à-connaissance explicitant ces modifications, leurs impacts sur le classement ICPE du site et sur l'environnement.

Concernant les nuisances générées par le site, depuis le premier signalement des riverains directement auprès de l'entreprise au printemps 2024, l'exploitant a mis en œuvre un plan d'actions visant à réduire les impacts sonores, olfactifs et lumineux de son activité vers l'extérieur.

La majorité des actions a été mise en œuvre ; quelques unes sont encore en cours de déploiement.

Une mesure de bruit par un organisme agréé est attendue pour vérifier la conformité du site en termes d'émissions sonores (niveaux ambiants et émergences).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2017, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Le site PANELCO de Vonnas est autorisé pour les rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 1185.1.a (stockage et emploi de gaz à effets de serre fluorés (HFC)) pour 2,07 tonnes – autorisation ;- 2560.B.2 (travail mécanique des métaux et alliages) pour 250 kW - déclaration avec contrôle périodique ;- 2661.1.c (transformation de polymères (fabrication de parements polyester, injection mousse polyuréthane et colle polyuréthane)) pour 8,5 t/j – déclaration ;- 2663.1.c (stockage de produits dont au moins 50 % de la masse est composée de polymères (polyuréthane)) pour 1800 m³ – déclaration ;- 2940.b (application de peinture par pulvérisation et de colle par enduction) pour 80 kg/j - déclaration avec contrôle périodique ;- 4421.2 (stockage et emploi de peroxydes organiques de type C ou D) pour 300 kg – déclaration.
Constats : Le site PANELCO a fait évoluer son activité ces dernières années. La fabrication du polyester et du polyuréthane pour la production de panneaux isolants, qui mettait en œuvre un certain nombre de solvants (styrène, acétone notamment) ainsi que du Diisocyanate de diphenylméthane (MDI) et des peroxydes organiques, a été arrêtée en fin d'année 2024. Aujourd'hui, la fabrication des panneaux consiste à assembler, après les avoir éventuellement préalablement découpés, divers matériaux (tôles, laine de roche, structure nids d'abeilles constituant des matières premières manufacturées à l'extérieur du site et achetées) avec de la colle polyuréthane. La fabrication des portes utilise encore un process par injection ; process toutefois très limité en termes de volume d'activité. Dès lors, les activités exercées sur le site ne sont plus classables sous les rubriques 1185, 2661, 2663 et 4421. Les activités effectivement réalisées sur le site seraient désormais uniquement classables au titre des rubriques 2560 (découpe des tôles) et 2940 (principalement de l'enduction de colle). L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, sous un délai de trois mois, en préfecture, un porter-à-connaissance, conforme aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires à l'évaluation des impacts des modifications réalisées sur le site sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En cas de dépassement d'un seuil d'enregistrement, le porter à connaissance devra inclure un document justifiant du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel relatif à la dite rubrique en enregistrement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 2 : Bruit – surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de bruit
Prescription contrôlée : Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'une mesure de bruit et de l'émergence datant de moins de trois ans. L'exploitant doit faire réaliser par un organisme agréé une mesure de bruit et de l'émergence, sous un délai maximal de trois mois, et transmettre les résultats à l'inspection des installations classées dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 3 : Bruit – Niveaux de bruit en limite de propriété

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/1989, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des niveaux de bruit ambiant
Prescription contrôlée : Les niveaux de bruit ambiant admissibles en limite de propriété sont de : - 60 dB(A) en période diurne (7h à 20h), - 55 dB(A) en période intermédiaire (6h à 7h, 20h à 22h + dimanches et jours fériés), - 50 dB(A) en période nocturne (22h à 6h).
Constats : L'activité du site est organisée en 2x8 depuis fin 2023. Une activité a souvent lieu le samedi matin, mais s'arrête le samedi après-midi. Le site est fermé le dimanche. À la suite d'une rencontre entre l'entreprise et le collectif de riverains le 12 avril 2024, l'exploitant a mis en place un plan d'actions pour remédier aux nuisances portées à sa connaissance. Afin de remédier aux nuisances sonores générées par l'activité sur le parc de stockage extérieur, l'accès au parc est désormais interdit la nuit de 22h à 7h (sauf le vendredi où l'activité sur le parc reprend à 6h pour le départ des camions de livraison). À noter que la production commence dès 4h, mais n'est pas évacuée vers l'extérieur des bâtiments avant les horaires sus-indiqués.

Concernant le bruit généré par les avertisseurs sonores :

- pour les équipements industriels, ils ont été remplacés par des dispositifs lumineux,
- pour les chariots élévateurs, notamment utilisés sur le parc extérieur, pour des raisons de sécurité, le signal sonore ne peut être supprimé. Toutefois, l'exploitant étudie la substitution des avertisseurs actuels par des avertisseurs « cri du lynx » dont le bruit plus sourd est moins perceptible lorsque l'on s'éloigne de la source.

Concernant le bruit généré par l'activité à l'intérieur des bâtiments (machines et échanges oraux entre les salariés du site), les principales portes donnant sur l'extérieur sont équipées d'une fermeture automatique afin de conserver ces équipements fermés en dehors des périodes de passage des chariots. Néanmoins, l'été, quand il fait très chaud dans les bâtiments, les salariés ont tendance à bloquer cette fermeture pour ventiler et rafraîchir leur environnement de travail. Pour y remédier, l'exploitant prévoit un programme d'investissement très important pour rafraîchir l'usine. Les travaux comprennent une réfection de l'isolation des bâtiments avant de mettre en place un dispositif de climatisation. Ces travaux débuteront début 2026 et s'étaleront sur plusieurs années (temps nécessaire et indispensable à la réfection des toitures, notamment les toitures amiantées).

Concernant le bruit généré par les ventilations, la plupart des dispositifs de ventilation ont été arrêtés suite à l'arrêt des activités « chimiques » du site. L'inspection des installations classées a toutefois constaté, lors de la visite terrain, que la ventilation du local de stockage de produits du site pouvait être perceptible (bruit continu) à certains endroits en limite de propriété. Si les mesures de bruits venaient à faire état de non-conformités sur ce secteur géographique, la modification de la sortie de cette ventilation pourrait constituer une action corrective.

Enfin, des consignes ont été passées aux chefs d'équipe pour que le nombre de rotation journalière des bennes intérieures vers les bennes extérieures de déchets soit réduit. Les bennes déchets évacuées, environ une fois par semaine, par des prestataires extérieurs le sont via l'entrée principale au Nord du site.

Le plan d'actions mis en œuvre paraît pertinent. Il convient désormais d'en mesurer l'efficacité. Les résultats de la mesure de bruit (cf constat n°1) permettront de conclure sur le respect des niveaux de bruit ambiant autorisés.

Type de suites proposées : Aucune dans l'attente des résultats de la mesure de bruit

N° 4 : Bruit – Émergences

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des émergences

Prescription contrôlée : Les valeurs d'émergence admissibles en zones réglementées sont de :
- 6 dB(A) de 7h à 22h et 4 dB(A) de 22h à 7h + dimanches et jours fériés si le niveau ambiant de bruit est compris entre 35 dB(A) et 45 dB(A),
- 5 dB(A) de 7h à 22h et 3 dB(A) de 22h à 7h + dimanches et jours fériés si le niveau ambiant de bruit est supérieur 45 dB(A).

Constats :

Le constat n°3 reprend les différentes actions conduites en matière de réduction du bruit pour respecter les émergences en zones réglementées.

Les résultats de la mesure de bruit (cf constat n°1) permettront de conclure sur le respect des émergences admissibles en zones réglementées.

Type de suites proposées : Aucune dans l'attente des résultats de la mesure de bruit

N° 5 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2010, article 1.3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances olfactives
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : L'arrêt de l'atelier polyester fin 2024 a conduit à la suppression des éventuelles émissions de styrène qui auraient pu être source de nuisances olfactives. Il reste encore une utilisation d'isocyanates sur une ligne de pulvérisation qui doit être modernisée dans le courant de l'année 2026. Lors de la visite terrain, aucune odeur particulière n'a été constatée aussi bien à l'intérieur des bâtiments qu'à l'extérieur, sur le parc de stockage. L'inspection des installations classées n'a, à ce jour, pas de demande particulière sur ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Pollution lumineuse

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L.511-1 et L.512-12
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances lumineuses
Prescription contrôlée : <u>Art. L.511-1 :</u> Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. <u>Art. L.512-12 :</u> Si les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions générales contre les inconvénients inhérents à l'exploitation d'une installation soumise à déclaration, le préfet, éventuellement à la demande des tiers intéressés, peut imposer par arrêté toutes prescriptions spéciales nécessaires.
Constats : Le plan d'actions établi à l'issue de la rencontre entre l'entreprise et le collectif de riverains comprend deux actions relatives à la pollution lumineuse du site : <ul style="list-style-type: none">• la réorientation des spots du parc extérieur vers le bas,• l'arrêt de l'éclairage de manière automatique de 22h à 7h (6h le vendredi). Lors de l'inspection, l'arrêt effectif de l'éclairage la nuit n'a pas pu être constaté en raison de l'horaire de l'inspection. À noter qu'à cette période de l'année, au vu de la durée de l'éclairage naturel, l'éclairage artificiel est très peu utilisé. Les actions mises en œuvre paraissent pertinentes, l'analyse de leur efficacité pourrait faire l'objet d'un échange avec les riverains. L'inspection des installations classées n'a pas de demande particulière sur ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, qualité des rejets aqueux au milieu naturel
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.
Constats : Sur le par extérieur, des débris de polystyrène de très petites tailles ont été constatés à proximité des regards d'évacuation des eaux pluviales ; des petits morceaux de ce matériau plastique étaient entraînés par la pluie qui tombait le jour de l'inspection. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">• veiller à un meilleur balayage du parc extérieur,• mettre en place, sous un délai d'un mois, des dispositifs de récupération des débris de polystyrène dans les regards susceptibles de recueillir des eaux pluviales polluées par ce matériau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 1 mois